

Les textes ci-après:

- 1) Projet de résolution sur la situation économique et politique
 - 2) Projet de résolution sur les luttes ouvrières,
- présentés par la minorité au C.C. des 18 et 19 janvier, et le texte sur le Front Unique, de Marin, n'ont pas été portés à la connaissance du Parti dans le délai statutaire de trois semaines. C'est pourquoi nous nous sommes vus contraints, pour faire connaître nos opinions aux membres du Parti, de les publier par nos propres moyens et à nos frais.

D'autre part, étant donné que la majorité du B.P. a décidé de ne pas joindre à la note politique les points de vue de la minorité et qu'aucun procès-verbal du B.P. n'est publié et que les textes suivants, remis pour un Bulletin Intérieur, paraîtraient on ne sait quand, mais certainement à un moment où ils ne seraient plus d'actualité et d'utilité pour le Parti, nous nous voyons également contraints de publier:

- 1) Projet de résolution sur les luttes revendicatives, présenté par Lambert au B.P. au nom de la minorité, le 15 février.
- 2) Intervention de Privas au B.P. du 8 février sur l'orientation du travail du Parti.

Nous publions également un texte du camarade MAURIN.

Nous sommes certains que les membres du Parti nous approuveront de ne pas laisser éteindre la vie politique dans l'organisation, condition nécessaire à son développement.

Le 1er mars 1947

BULLETIN

strictement

réserve aux membres du Parti

PROJET DE RESOLUTION
SUR LA SITUATION
ECONOMIQUE ET POLITIQUE

présenté au C.C. des I8 &
I9 janvier par la minorité
du B.P.

A) La situation mondiale peut être brièvement caractérisée comme suit:

1) La crise révolutionnaire provoquée par la libération d'une énorme quantité d'énergie parmi les masses, et qui comporte des périodes de poussée révolutionnaire, des reculs successifs à des défaites partielles, et ses périodes de calme pendant lesquelles s'opèrent des regroupements de classe, reste le phénomène principal sur lequel se développent toutes les contradictions de l'économie mondiale.

2) La fin des économies de guerre et la reconstitution du marché mondial, à la fin de la seconde guerre mondiale, recommencent les cycles de l'économie capitaliste, avec les caractéristiques principales de ceux-ci dans la période de déclin du capitalisme (faibles reprises et longues dépressions).

Le déséquilibre du marché mondial est accentué par la disproportion considérablement accrue entre la capacité de production des Etats-Unis et celle de l'Europe; par l'appauvrissement du marché européen, et accessoirement par l'extension des territoires contrôlés par l'U. S. S., ce qui réduit les territoires ouverts au marché capitaliste.

Ces deux phénomènes - crise révolutionnaire d'après-guerre et reconstitution du marché mondial avec ses crises périodiques - qui doivent analytiquement être distingués, ne peuvent pas être arbitrairement dissociés dans leurs effets sur la situation mondiale.

B) En 1946, les rythmes de la reconversion et de la reprise ont été très différents selon les diverses parties du monde:

-aux Etats-Unis, sauf pendant les grandes grèves, l'appareil de production a fonctionné à plein

-en U. R. S. S. la déclaration faite par Staline en novembre 1946 et par d'autres dirigeants staliniens indiquent de grosses difficultés dans la reconstruction et dans l'exécution du quatrième plan quinquennal, difficultés qui ont certainement pesé dans la retraite exécutée par la diplomatie soviétique sur le plan international.

-en Europe, "l'économie capitaliste végète malgré les énormes besoins sociaux, à cause du délabrement et de l'usure de son appareil productif du manque de matières premières, de capitaux et de débouchés, et des conditions politiques qui maintiennent les obstacles à la réunification du marché mondial. La disparition de l'Allemagne du marché européen et mondial, et les difficultés accompagnant la reconversion aux Etats-Unis, qui ont retardé son apparition décisive sur le marché mondial, ont permis provisoirement un accalmie de la situation."

de certains pays européens comme la France, la Belgique, la Hollande, la Suisse et les pays scandinaves. Mais dans l'ensemble la production de l'Europe continentale suit un rythme de développement particulièrement lent et saccadé.

Après la première guerre mondiale, en six mois la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix avait été partout accomplie, et à partir de mai 1919 on avait assisté à une forte reprise économique.

Actuellement, une à deux années après la fin de la guerre, et malgré les progrès accomplis dans certains pays depuis le premier semestre 1946 aucun pays, sauf la Belgique, n'est près d'atteindre pour cette année, même sur le plan de la production totale et à plus forte raison sur celui d'une des branches fondamentales de l'industrie, le niveau généralement bas pour la plupart des pays européens de 1932; cependant avec l'hiver la situation économique s'aggrave dans plus d'un important pays de l'Europe continentale, comme c'est le cas de l'Allemagne et de l'Italie.

Du point de vue de la conjoncture économique mondiale, qui est dominée par la conjoncture américaine, il apparaît à divers indices (chutes de certains prix de gros, accroissement des stocks chez les fabricants et les grossistes, actions qui ne trouvent pas preneur, etc...) que la reprise américaine de 1946 commence à montrer des signes de fêlure. Une crise semble inévitablement plus près que ce qui était plus ou moins théoriquement prévu pour 1950. Mais il est impossible de se prononcer avec plus de certitude, tant sur le moment probable que sur l'intensité ou la durée de la crise qui pointe.

Il ne faut pas oublier que ce qui domine la situation, c'est la tension politique internationale, qui a empêché toute solution pour l'Allemagne, et, de ce fait, maintient l'Europe comme un centre d'infection. Une crise, même "mineure", d'un point de vue strictement économique, peut provoquer de très fortes répercussions politiques, précisément en raison du caractère de la période actuelle.

C) Au cours de l'année 1946, l'économie française n'a atteint que 80 % du niveau de 1938 (qui était un des plus bas niveaux des années entre les deux guerres). Ce chiffre a pu être atteint notamment à l'instigation de la politique stalinienne du "produire d'abord", mais rien n'a été changé dans ce qui constitue les bases fondamentales de l'économie française, que la deuxième guerre mondiale a encore aggravées.

L'augmentation de la production de charbon, (obtenue seulement par l'exploitation d'une main d'oeuvre beaucoup plus nombreuse) et qui semble avoir atteint son point maximum, fournit seulement 60 % des besoins d'avant-guerre; les importations de charbon restent nécessairement insuffisantes étant donné l'état international de la production houillère et le manque de devises à la disposition du capitalisme français.

L'âge moyen du parc de machines-outils a vieilli aux environs de 35 ans, contre 7 à 9 en Angleterre, et 3 à 4 aux Etats-Unis.

La main d'oeuvre, et notamment la main d'oeuvre qualifiée, fait défaut, et cette pénurie sera accentuée par la libération de plusieurs centaines de milliers de prisonniers de guerre.

La balance du commerce extérieur reste très déficitaire. La réduction du déficit au cours des derniers mois de 1946 annonce d'autres difficultés non moins graves, car elle a été obtenue au moyen d'une réduction des importations de matières premières indispensables à l'industrie de transformation.

Nos capitalistes français, à la recherche de devises plus solides que le franc, ont travaillé pour l'exportation, profitant des besoins d'un marché prêt à acheter à n'importe quel prix. La hausse des produits commence déjà à être une entrave aux exportations. Mais l'obstacle le plus important au développement des exportations réside dans la productivité de l'économie française, inférieure de 1/3 à celle de l'économie anglaise, elle-même la moitié des Etats-Unis.

Loin de montrer la tendance à suivre un plan, l'économie française depuis la Libération a été caractérisée par la prédominance des intérêts privés des capitalistes à faire des profits le plus rapidement et le plus aisément, sur une collectivité malade. Ainsi l'orientation des investissements s'est produite vers la production de moyens de consommation ou vers la distribution (qui emploie un pourcentage trop grand de la population) au lieu de se tourner vers les moyens de production. La production de matériel agricole reste notoirement insuffisante.

D) La perspective la plus probable sur le plan économique pour 1947, abstraction faite de crises sociales importantes, est le maintien dans des conditions difficiles du niveau de production de 1946.

Aucune amélioration sensible n'est possible sans une aide substantielle des Etats-Unis. Une telle aide implique des garanties d'ordre économique et politique (subordination de l'économie française à l'économie américaine - diminution de l'influence politique des staliniens).

Pour le capitalisme français le Plan Monnet - dans la mesure où l'on peut en parler comme d'un plan - repose sur les considérations suivantes: mettre un terme à la perte de substance subie par le capitalisme dès avant 1939 et considérablement accrue au cours de la guerre, en rééquipant, dans l'espace de quatre années, de 1947 à 1950, six branches essentielles de l'économie, de manière à atteindre en 1950 un niveau de 25 % supérieur à celui de 1929, ce qui au moment où commença la confection de ce plan signifiait que le capitalisme français abandonnait toute ambition de jouer un rôle international de premier plan, et ne se fixait pas d'autre objectif que d'avoir un certain nombre de pare-chocs pour ce moment - 1950 -, où l'on estimait probable la crise américaine.

E) L'expérience de la baisse Blum ne repose sur aucun fondement économique sérieux. C'est essentiellement une opération de diversion pour freiner les luttes ouvrières menaçantes, pour gagner du temps. Dans ce domaine, tout comme en Indochine et en politique internationale, le P.S. s'avère le "gérant loyal" du capitalisme. Le gouvernement Blum, à la suite de l'usure du tripartisme, représentait le seul moyen temporaire du capitalisme français d'établir un gouvernement sans les stalinien qui n'apparaissent pas ouvertement comme un gouvernement contre les stalinien.

F) Si la reprise économique partielle a pu être un des facteurs encourageant les luttes économiques, elle n'en est nullement la cause principale ; celle-ci réside dans le caractère d'ensemble de la conjoncture économique et sociale, dominée par l'inflation, la hausse des prix, l'avilissement des salaires, et, pour certains pays, le chômage ou le danger de chômage inhérent à la fragilité de cette reprise.

Pour assurer sa reprise économique, la bourgeoisie a besoin de réduire le pouvoir d'achat des masses laborieuses; les luttes sociales sont un obstacle considérable à la réalisation de ses plans et elle ne peut pas s'engager dans une offensive directe contre les travailleurs. Elle doit encore utiliser les directions ouvrières pour endiguer la poussée des masses.

Par suite de l'intégration croissante de l'appareil syndical dans l'appareil d'Etat, l'existence même des luttes est souvent subordonnée à la formation d'organismes ouvriers démocratiquement élus; ce phénomène se manifeste à l'échelle de toute l'Europe occidentale (Italie, France, Belgique, Angleterre).

Ces phénomènes n'ont pris qu'une ampleur limitée ; les directions traîtres ont pu reprendre le contrôle au prix de nombreuses manœuvres ou de concessions. Il serait illusoire de penser qu'un débordement des directions se fera d'un seul coup et massivement; MAIS C'EST SUR CETTE TENDANCE QUE NOUS DEVONS NOUS ORIENTER ET ORIENTER TOUS LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES. Le problème qui se trouve ainsi posé est celui de la création d'une nouvelle direction ouvrière dans de multiples domaines (parti, syndicats, Comités ouvriers). L'absence d'étude et de popularisation des expériences de Comités de grève est plus qu'une omission, c'est une faute politique grave.

G) Au cours des deux dernières années, la force de nos mots d'ordre s'est manifestée en obligeant les directions traîtres à les reprendre, tout en les déformant et en les amenuisant.

A la veille du 2 juin elles ont abandonné le blocage des salaires. A présent elles ont repris le minimum vital et rusé avec l'échelle mobile, comme elles l'avaient fait avec notre mot d'ordre de contrôle ouvrier, qui va devenir un des plus importants dans la période qui vient.

Dans cette partie de nos mots d'ordre restent essentiellement:

- SALAIRE MINIMUM VITAL A
- ÉCHILLE MOBILE DES SALAIRES
- CONTRÔLE OUVRIER

H) Les luttes revendicatives, dans la situation présente, tendent à rompre l'équilibre social instable et posent - comme la récente lutte des rotos vient de le montrer à nouveau, la question gouvernementale. Là aussi notre mot d'ordre principal reste celui du Gouvernement Ouvrier et Paysan, tel que défini dans le Programme de transition, et concrétisé à présent dans la formule de Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.

C'est une faute monstrueuse qu'au moment même où se pose à nouveau le problème du gouvernement, "LA VÉRITÉ" reste silencieuse sur la crise gouvernementale.

I) L'importance du problème des Comités Ouvriers, et d'une nouvelle direction ouvrière ne saurait diminuer en aucune façon l'importance du travail dans les syndicats qui groupent à l'heure actuelle la très grande majorité de la classe ouvrière et par lesquels passe une grande partie de la lutte pour les revendications ouvrières et de ce fait pour la nouvelle direction ouvrière du prolétariat. C'est pourquoi le Parti soutient le développement du "Front Ouvrier" comme minorité syndicale révolutionnaire au sein de la C.G.T.

Dans ce travail le Parti défend le fonctionnement autonome des organisations syndicales et le respect de la démocratie syndicale trop souvent bafouée par les stalinien. Mais le Parti ne saurait confondre le fonctionnement autonome des organisations syndicales et le respect de la démocratie syndicale avec "l'indépendance du syndicalisme". Cette formule a un contenu politique, elle a servi de drapeau depuis 1920, de Jouhaux à McNatte, en passant par Belin et Lamoulin, à tous les ennemis du communisme; elle a été mise en avant par tous ceux qui ont exploité le mécontentement des syndiqués contre les méthodes stalinien. Pour faire triompher dans les syndicats une politique réactionnaire. Le C.C. repousse la formule "indépendance du syndicalisme" (incluse dans le texte présenté par Geoffroy) comme une formule fautive et réactionnaire

POUR UN TOURNANT DANS L'ACTIVITE

DU PARTI

(Intervention du camarade Privas
au B.P. du 8/2)

1) La direction actuelle a entraîné le Parti sur une orientation qu'elle dénomme "travail de masse" et qui n'est en réalité qu'un travail superficiel, improductif et demoralisant. Non seulement il ne nous enracine pas dans les masses ouvrières, mais de plus il nous coupe de la base que nous avons pu acquérir et amène même une crise et une désagrégation du Parti lui-même.

Cette crise se manifeste sous sa forme la plus aiguë dans le secteur qui nécessite le plus d'effort: le maintien et le financement de "La Vérité". Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il n'y aura pas de solution durable dans ce secteur ni dans aucun autre si des remèdes ne sont apportés dans l'orientation majoritaire. C'est sur la cause, c'est-à-dire l'orientation du travail du parti qu'il faut apporter des modifications avec rapidité et persévérance. D'autant plus que des remèdes purement financiers et appliqués à "La Vérité" seulement laisseraient le reste du Parti continuer à se désagréger et pour finir porteraient un nouveau coup fatal à "la Vérité" elle-même qui aurait perdu sa base nourricière: Les régions, cellules, et militants du Parti.

2) L'erreur d'orientation repose sur la conception suivante: L'actuelle direction a pensé que le Parti pouvait ~~directement~~ ébranler et entraîner de larges masses en s'adressant à elles ~~presque~~ uniquement par des affiches, des inscriptions, un journal. Il s'en est suivi depuis le Congrès un travail trépidant imposé aux militants (surtout dans la Région Parisienne) pour coller, vendre, inscrire, aller aux manifestations et aux meetings. Travail dit d'agitation, mais par lequel il n'y avait que nos militants qui s'agitaient, sans entraîner ni la classe ouvrière, ni même la couche de travailleurs sympathisants que nous entraînions d'habitude, comme l'a amplement et malheureusement démontré le meeting de la Mutualité.

3) En réalité, le Parti ne peut faire un travail de masse réel, c'est à dire qui entraîne des travailleurs dans des actions et sur des mots d'ordre que nous préconisons, que dans la mesure où chacun de ses militants est lié intimement à son milieu, avec une base donnée, même restreinte au début. Le Parti ne peut agiter des masses que DE L'INTERIEUR et non de l'extérieur comme on s'obstine à vouloir le faire.

Cela ne peut se faire que par un travail de chacun de nos militants dans son secteur de travail pour se créer systématiquement une zone de sympathisants qu'il influence et qu'il entraîne.. Il doit l'éduquer, lui expliquer notre politique, la nourrir de notre matériel. Il doit

systématiquement l'étendre en se fixant des objectifs en rapport avec ses forces, par des méthodes de travail appropriées dont il a été discuté avant le Congrès et qu'il faut patiemment faire entrer dans les moeurs du Parti (vente de la Vérité, travail syndical, visite individuelle aux sympathisants, réunions de sympathisants, travail systématique sur une maison ou un quartier ouvrier, campagne soigneusement préparée qui a pour but d'approfondir dans le même sens, etc.,)

Eduquer le Parti dans le sens de ce travail patient est, paraît-il, méprisable. C'est pourtant le seul travail qui, en nous liant réellement à une base solide, nous permet grâce à elle, d'agiter et d'entraîner des masses plus larges.

A l'échelle de tout le Parti nous ne pouvons faire un véritable travail de masse qu'en nous appuyant à fond sur cette couche de quelques dizaines de milliers de sympathisants qu'il faut détecter, lier, organiser, souder au Parti. Il est clair que ce travail peut prendre un rythme plus rapide avec une accélération des luttes ouvrières, mais, pour le fond, il restera valable pour capitaliser notre influence, l'étendre, et accroître numériquement notre Parti,

Nous ne pouvons entraîner les masses de millions d'ouvriers si nous ne savons pas entraîner l'avant-garde qui se tourne vers nous et qui est composée de quelques dizaines de milliers d'ouvriers. C'est par eux et non par dessus eux que nous y arriverons.

4) Il nous faut choisir entre la méthode de la fausse agitation, du "tam-tam", et celle de la pénétration opiniâtre dans les couches profondes de la classe ouvrière. Ce choix n'implique évidemment pas l'abandon de manifestation larges du Parti. Mais ces manifestations doivent se faire à un rythme en rapport avec nos forces et surtout être préparée, pour réussir, par un travail en profondeur.

Il s'agit de hiérarchiser nos activités en mettant d'abord le travail persévérant de construction du Parti, "pierre par pierre".

Or le choix de la direction s'est porté sur l'"agitation" et le "tam-tam" superficiel. Il n'y a qu'à relire les directives données par les "notes hebdomadaires" pour comprendre que, pour les réaliser, toutes nos maigres forces y seraient utilisées complètement. Un militant du Parti qui travaille toute la journée voit les quelques heures qu'il lui reste par militer mangées presque uniquement par les collages, les manifestations, les ventes, les inscriptions. Il n'a plus le temps de lire et de réfléchir. Il n'a plus le temps d'aller voir ses liaisons et sympathisants, de les réunir et de les organiser. Il vit dans un état de fatigue tel qu'il ne peut bien faire son travail politique dans l'usine ou le syndicat.

Les réunions de cellules se passent sans qu'on puisse envisager, analyser, contrôler, le travail des militants dans leur milieu de travail pour les aider et leur faire obtenir les meilleurs résultats, et donc

sans qu'on puisse nourrir les discussions intérieures grâce à ce contact réel avec la base. Y a-t-il eu beaucoup de réunions de sympathisants dans la R.P. ? Combien de nouveaux adhérents ne sont pas revenus après deux réunions, ne trouvant pas d'intérêt à discuter de collage, vente, etc... Et, ce qui est plus grave encore, a-t-on eu le temps d'aller les voir à domicile, leur parler, les rattraper ?

Cette manière d'orienter l'activité de nos militants fait que les cellules locales restent sans enracinement dans un quartier même très restreint, ne serait-ce que dans une maison ouvrière. Que le travail d'entreprise, dont on parle tant, à part quelques exceptions végète. Car il nécessite du temps, de la persévérance et de la réflexion. La vérité nécessite que l'on dise que, là où un travail d'entreprise quelque peu sérieux et qui a donné des résultats a été effectué, il l'a été de façon "autonomiste", la cellule se donnant elle-même le rythme que demande l'assimilation d'ouvriers nouveaux adhérents, la visite aux sympathisants, les réunions du F.O., la confection et la discussion d'un journal d'usine, et en lui subordonnant les mille directives d'"agitation" en l'air. Mais on peut constater que ces cellules sont parvenues, après des mois d'efforts, à faire un vrai travail de masse, c'est à dire à influencer et à entraîner des groupes très larges d'ouvriers, à contrebalancer et même parfois à vaincre l'influence stalinienne, malgré une disproportion numérique extraordinaire.

5) Personne ne demande à l'actuelle direction de faire des miracles. Nous connaissons toutes les difficultés de notre petite organisation. Mais son tort est énorme, non seulement en empruntant la voie qui ne peut que les accroître, mais surtout en abandonnant l'orientation que nous résument ici, et que l'ancienne direction avait amorcée plusieurs mois avant le Congrès; abandon de l'organisation des fichiers de sympathisants dans les cellules et régions, abandon de la campagne de recrutement qui était un moyen de faire pénétrer le Parti en capitalisant les résultats des élections, abandon de l'esprit même des campagnes organisées et planifiées, abandon des leçons de travail, d'organisation, de structure et d'administration que l'ancienne direction avait essayé de tirer des expériences du Parti et de l'Internationale, et qui étaient mises en discussion ou en application dans quelques textes ("Trésorerie", "Campagne du Million", "Campagne de recrutement", "Rapport d'organisation au Congrès", "Projet de B.I. d'Organisation"). Il fallait naturellement améliorer cette amorce, faire mieux grâce à de nouvelles leçons. Mais la nouvelle direction a tout jeté par dessus bord pour adopter son orientation dite "de masses", et qui n'est qu'une symphonie sans profit aucun. Il était d'autant plus nécessaire d'être ferme sur cette nouvelle orientation que l'ancienne direction avait elle-même depuis la légalisation fait la même erreur et que le tournant qu'elle amorçait nécessitait donc une véritable ré-éducation du Parti et surtout dans ses cadres dirigeants.

6) Sur le plan politique, et notamment dans "La Vérité", la même orientation a été suivie. On a voulu se mettre au niveau des larges masses et pendant ce temps on n'apportait aucune nourriture politique réelle aux douze ou quinze mille travailleurs qui lisent actuellement

notre journal. Bien plus nos propres militants n'y trouvent pas les armes politiques dont ils ont besoin pour convaincre et entraîner les travailleurs qu'ils côtoient chaque jour. Notre journal doit permettre à ceux qui le lisent de défendre et d'appliquer nos mots d'ordre, sinon il ne sert à rien. Et c'est malheureusement le cas. Ce n'est pas en se rapprochant de la manière "Franc-Tireur" que nous serons écoutés des masses, c'est en permettant à nos militants et à nos sympathisants de défendre et d'appliquer nos idées à la masse, sur les problèmes qui intéressent celle-ci, que nous y arriverons.

LES QUESTIONS FINANCIERES ET DE VIABILITE DE "LA VERITE"

Celles-ci ne sont pas techniques, mais dépendent étroitement de l'orientation générale.

Depuis la légalisation du Parti, la parution de "La Vérité" hebdomadaire légale, les campagnes électorales, des dettes se sont accumulées. Cela n'est évidemment pas à imputer à l'actuelle direction.

De plus, peu avant le 3^{ème} Congrès, la direction était subitement informée que La Vérité était déficitaire pour chacun de ses numéros.

Aujourd'hui les dettes ont subsisté et peut-être augmenté. Mais le déficit de La Vérité mange toutes les ressources du Parti, l'empêche de payer ses permanents et même d'en avoir, ce qui signifie un ralentissement intérieur et une impossibilité de défricher la province.

Pour résoudre ce problème sérieusement il faut envisager les diverses solutions.

- 1) Monter des affaires commerciales bourgeoises,
- 2) Fixer un budget de vie quotidienne alimenté par les cotisations phalanges, et surtout par les souscriptions des sympathisants.

Là encore il faut hiérarchiser. Si, pour combler le déficit du passé, des ressources commerciales sont indispensables, il faut néanmoins tendre tous ses efforts à faire vivre le Parti par lui-même pour une part de plus en plus grande. Pour cela il faut évidemment que nos sympathisants soient suffisamment liés à nous. C'est à dire qu'il faut appliquer l'orientation d'appui systématique sur nos sympathisants, que nous préconisons.

Ces ressources, qui représentent nos forces réelles, une fois fixées, nous pouvons fixer nos dépenses. Et, parmi elles, faire un classement de première, deuxième, et troisième importance, en fonction de la réalisation pratique de notre orientation. Au fur et à mesure que nos ressources croîtrons avec notre influence, nous pourrons voir plus grand sans danger.

Ceci avait été amorcé par l'ancienne direction (voir texte de trésorerie, B.I. n.25) mais a été complètement abandonné par la nouvelle direction. Plus d'effort pour que le Parti s'attache les sympathisants, plus d'effort pour établir des budgets de régions. Dépenses d'"agitation" disproportionnées, pendant que les permanents ne sont plus payés. Et surtout, continuation de la publication d'une "Vérité" financièrement disproportionnée à sa vente et à nos ressources. Dans ce domaine aussi il faut tourner à tout prix pour trouver une solution durable.

Quant à la solution immédiate, nous demandons à nouveau que le Secrétariat prépare et nous présente un plan prévoyant une parution de la Vérité en fonction de nos ressources réelles et de notre avoir. Il faut prévoir plutôt une diminution, soit du format, soit de la fréquence, plutôt que de se trouver un jour sans organe du tout. Et c'est ce qui arrivera si l'on s'en tient à des "si..." ("s'il y a de la publicité", "si on nous prête de l'argent", etc...)

NOTES POUR LA DISCUSSION

SUR

LE FRONT UNIQUE

par MARIN

L'Unité d'action ou Front Unique (nous nous refusons à accepter des distinctions savantes de la majorité du Parti entre l'un et l'autre) est un des aspects de la lutte du Parti révolutionnaire pour la conquête de la classe ouvrière. Le parti révolutionnaire a la conviction que c'est dans les luttes et essentiellement dans les luttes que la classe ouvrière apprend, qu'elle fortifie sa conscience de classe, qu'elle est amenée à comparer avec fruit les programmes et les méthodes de lutte des différents partis. Le parti révolutionnaire s'efforce de faire faire dans l'action son expérience à la classe ouvrière. Mais toute lutte suppose une direction. La lutte peut être dirigée par les partis ou autres organisations se réclamant de la classe ouvrière. Ceux-ci peuvent intervenir isolément ou au contraire après avoir réalisé leur unité d'action. Dans d'autres cas la mobilisation des travailleurs ne se fait pas dans le cadre des organisations traditionnelles. Les travailleurs qui dirigent la lutte peuvent être, et sont souvent, membres d'un Parti ouvrier, mais ils ne siègent pas dans l'organisme de direction de la lutte en tant que tel, mais comme représentants d'une certaine couche de travailleurs, d'un atelier, d'une usine, d'un quartier, d'un village... Un exemple nous est fourni par les Comités de grève. Les Soviets en sont, pour l'essentiel, un autre. S'efforcer de faire naître des organes de front unique (Comités, rechercher la réalisation de front unique d'organisation à organisation, la réalisation de l'un et l'autre étant conçue comme facteur favorable à l'action ouvrière, tels sont les objectifs du Parti révolutionnaire.

UNITE D'ACTION ET COMITES DE GREVE

Pour la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière, par suite de la position actuelle des organisations ouvrières traditionnelles, en tout premier lieu du P.C.F., en règle générale opposées à l'action gréviste, la formation de Comités de grève est tout à fait décisive. L'existence des luttes revendicatives est pour une large part conditionnée par l'existence de tels organismes. Le Comité National de Grève des P.T.T. en fut la concrétisation la plus avancée dans la dernière période. Dans les luttes récentes de la métallurgie parisienne une tendance générale fut la constitution de tels organis-

mes sous une forme beaucoup moins achevée. Dans les grèves du livre ou des Finances, la bureaucratie syndicale, qui ne s'opposa pas ouvertement à la grève, en accepta l'existence mais se la subordonna. Il y a là une expérience extrêmement riche; en tirer les leçons, les populariser, est une tâche tout à fait essentielle de notre Parti dans la période présente. L'absence de ce travail dans LA VERITE n'est pas une simple omission, c'est une faute politique grave. Répondre simplement, comme le faisait Crupeau à l'école de cadres de la Région Parisienne, que ces exemples sont isolés, c'est se tromper complètement sur les tâches du Parti et d'ailleurs aussi sur ses possibilités d'avant-garde consciente. La popularisation des expériences de Comité de Grève fait partie de notre lutte pour l'action, et pour l'action unie, des travailleurs. Il ne suffit pas de préconiser l'action à la classe ouvrière, il faut lui dire comment. Et concrètement, et dans les détails, ceci est indispensable, y compris pour nos propres militants. L'insuffisance même de la discussion de ce problème dans le Parti est révélatrice d'un climat dangereux de discussion insuffisamment liée à la lutte ouvrière quotidienne. Souhaitons qu'elle ait rapidement lieu et qu'elle soit fructueuse.

La discussion dans le parti se limite aujourd'hui au problème de l'unité d'action d'organisation à organisation. Trois points vont être abordés ici :

1) un rappel des principes généraux de l'unité d'action, absolument indispensable puisque la direction du Parti, qui fait grand usage tout au moins en paroles du Front Unique a omis de le faire quand il y en avait une nécessité absolue, étant donné la jeunesse politique de notre organisation.

2) Une réponse à la question : le Front Unique peut-il être l'axe stratégique du Parti dans la période présente ?

3) une critique de la conception du Front Unique défendue par la majorité actuelle du Parti.

PRINCIPES GENERAUX DU FRONT UNIQUE

1) L'action commune a lieu pour des objectifs précis.
On ne réalise pas le Front Unique en général, il ne pourrait y avoir que bloc sans principe, mais pour des objectifs fixes d'un commun accord et clairement formulés. Le Front Laïque de la Jeunesse Antifasciste (F.L.A.J.) est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire, c'est un rassemblement vague, qui puise son aliment dans une idéologie confuse, qui n'a aucun programme d'action précis. Notre J.C.I. en fait la critique et a tout à fait raison de lier directement la lutte pour son admission à la campagne pour l'adoption d'un programme d'action.

2) Le Front Unique se réalise de la base au sommet.
L'argument ultra-gauchiste habituel contre le F.U. est que les Partis se réclamant de la classe ouvrière sont dirigés par des chefs traîtres. Ce fait est certain, mais malheureusement ce qui est non moins certain c'est que les masses travailleuses ont confiance dans ces chefs. Si elles avaient perdu espoir en eux, si les ouvriers abandonnaient massivement les organisations traditionnelles, la question du Front Unique ne se poserait pas pour le Parti révolutionnaire, il lui suffirait de mériter la confiance de ces travailleurs de les organiser, de leur faire retrouver la voie de l'action; mais en l'absence d'un tel état de fait il doit, pour s'efforcer d'entraîner dans des actions même limitées, pour aider à l'expérience du programme de ses adversaires et du sien propre, recourir à d'autres méthodes, et la réalisation du Front Unique en est une.

La volonté de réaliser le Front Unique du sommet à la base n'exclut bien entendu nullement la possibilité d'accords locaux ou régionaux, mais la localisation du F.U. n'exprime en général que la faiblesse du Parti révolutionnaire incapable de le populariser plus largement; les actions de Front unique locales ne s'opposent pas alors à des réalisations plus importantes, mais veulent en être une étape.

3) Les objectifs du Front Unique.
Le premier objectif est d'être un facteur de mobilisation et de soutien des masses. Les objectifs fixés ne représentant qu'une partie, peut-être minime, des objectifs du Parti révolutionnaire, la lutte pour leur réalisation fait partie de sa lutte générale; par la réalisation du Front Unique il parvient à faire intervenir des couches plus larges que celles qu'il aurait pu mobiliser par ses propres forces. Le deuxième objectif est de démontrer dans l'action la faiblesse de la politique et des méthodes des autres organisations ouvrières. C'est dans l'action que se fait la délimitation. Citons un exemple connu: le front unique réalisé par les bolcheviks avec les socialistes petits-bourgeois, en particulier avec leur chef Kerensky. On sait qu'alors Trotsky était emprisonné par Kerensky et Lénine rejeté par l'illégalité par lui lorsqu'il écrivit ces lignes:

"En quoi consistent donc les modifications de notre tactique après le soulèvement de Kornilov ?

En ce que nos modifications la forme de notre lutte contre Kerensky. "Sans affaiblir d'un iota notre hostilité envers lui, sans reprendre un seul mot dit contre lui, sans renoncer à la tâche de renverser Kerensky, nous disons: il faut compter avec le moment, maintenant nous ne renverserons pas Kerensky. Nous entreprendrons d'une autre manière la tâche de la lutte contre lui, notamment: éclaircir au peuple (qui lutte contre Kornilov) la faiblesse et les oscillations de Kerensky."

4) La formule du Front Unique est : "marcher séparément, frapper ensemble". La propagande commune pour les objectifs du Front Unique est exclue. Voici ce qu'en dit Trotsky dans la brochure "Et maintenant ?" consacrée à la lutte contre la montée de l'hitlérisme.

"Mais précisément dans le domaine de la propagande le Front Unique est inadmissible. La propagande doit s'appuyer sur des principes clairs, sur un programme défini. Marcher séparément, battre ensemble. Le bloc, c'est seulement pour des actions pratiques de masse. Les compromis par en haut, sans base principielle, n'aboutissent à rien d'autre qu'à la confusion.

"L'idée de faire proposer le candidat à la présidence par le front unique ouvrier est une idée radicalement erronée. On peut proposer un candidat seulement sur la base d'un programme défini. Le Parti n'a pas le droit de se refuser, au cours de l'élection, à la mobilisation de ses adhérents et au dénombrement de ses propres forces."

Une idée qu'il faut chasser complètement est que la réalisation du Front Unique doit amener un certain conciliationnisme. Il n'en est rien. "Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou avec les chefs des syndicats allemands, aucune édition, aucun drapeau, aucun placard commun: marcher séparément, frapper ensemble. S'entendre seulement sur ceci: comment combattre, qui battre, et comment battre." (Trotsky, op. cit.) Certes le danger de conciliation existe, mais toute mesure tactique du Parti révolutionnaire en est grosse, la vigilance des militants est toujours une bien meilleure garantie que la passivité stérile. Qui dit délimitation évidemment dit absence de concessions, mais ne dit pas outrance verbale. Là encore Trotsky nous montre l'exemple: l'ouvrier communiste, dit-il s'adressera en ces termes à l'ouvrier social-démocrate: "Tu connais mon hostilité à l'égard du "Vorwaerts". Je m'emploie et m'emploierai de toutes mes forces à saper l'influence néfaste qu'a ce journal parmi les masses. Mais je le ferai par la parole, par la critique et la persuasion. Les fascistes veulent, eux, anéantir physiquement le Vorwaerts. Je te promets de défendre avec toi ton journal mais j'attends de toi qu'au premier appel tu viennes aussi défendre la "Rote Fahne"."

LE FRONT UNIQUE AXE STRATEGIQUE DU PARTI ?

La tactique du Front Unique s'offre en toute période au Parti révolutionnaire. Est-ce à dire qu'il l'a été toujours en avant, de la même façon, en lui accordant la même importance ? Certainement pas, tout dépend des circonstances. Par exemple, jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler, Trotsky et l'opposition de gauche pensaient que la réalisation du front unique de combat contre le fascisme devait être l'objectif déterminant du Parti Communiste Allemand, mais après l'avènement au pouvoir des nazis et la mise hors la loi du mouvement ouvrier, son rejet dans l'illégalité et son atomisation, cette réalisation du F.U. n'avait plus aucun sens. Comme le dit Trotsky (Préface à l'édition polonaise de la Maladie Infantile) : "la tactique du front unique n'est pas un principe universel. Elle est assujettie à un critère bien plus élevé: l'unification de l'avant-garde proléta-

rienne, sur la base d'une politique marxiste intransigeante." Dans une période d'offensive de la bourgeoisie et surtout d'offensive ouverte (fasciste ou autre), cette tactique est une nécessité absolue pour rassembler les larges masses dans la lutte, notamment la lutte physique. Et non seulement elle doit être particulièrement défendue, mais encore elle a tout spécialement des chances de réussite. Cela tient au caractère douteux des partis ouvriers traditionnels; bourgeois par leur politique, puisqu'en définitive ils permettent à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir, ils sont ouvriers par leur composition sociale. Quand la bourgeoisie passe à l'offensive ouverte dans le but d'instaurer sa dictature elle sait qu'elle doit détruire les partis ouvriers. Entre les différentes organisations se précise la solidarité d'intérêt, les objectifs communs apparaissent plus clairs et plus nets. Cette période d'offensive bourgeoise peut d'ailleurs, notons-le, se situer dans le cours d'une période plus vaste d'offensive ouvrière. C'était le cas de l'exemple qui a été pris tout à l'heure : l'offensive Kornilov. Dans une période où, au contraire, le rapport de forces est favorable à la classe ouvrière, les divergences entre réformistes et révolutionnaires se font plus profondes, les possibilités d'action commune plus profondes, pour devenir tout à fait nulles lorsque la tension sociale atteint son point extrême, les deux courants réclament de la classe ouvrière se trouvant alors, en général, lors de la lutte militaire, dans les camps opposés.

Nous sommes dans une période où la puissance de la classe ouvrière est nettement affirmée. Le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français représentent environ la moitié du corps électoral français. La bourgeoisie sans leur complicité ne pourrait éviter de vastes mouvements de grève; dans l'incapacité d'attaquer de front elle est réduite aux manœuvres parlementaires. P.C.F. et P.S. sont au gouvernement, leur principal souci est d'éviter l'action ouvrière, ils calomnient quand ils ne tentent pas d'exclure des syndicats et des entreprises les meilleurs combattants de la classe. Dans ces conditions les possibilités concrètes de Front unique se font extrêmement rares. Est-ce à dire que nous devons alors renoncer complètement à utiliser cette arme tactique ? Nullement, mais nous ne pensons pas, comme prétend le faire la majorité de la direction par la place qu'elle lui donne dans l'agitation et dans la propagande, dans La Vérité, dans la détermination des tâches du Parti (voir notes politiques), en faire en réalité son axe stratégique. Tout le caractère de la situation s'y oppose.

La lutte de notre Parti pour le front unique, comme sa lutte pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan, les deux étant extrêmement liés, c'est avant tout la lutte pour le programme. Le Parti met en avant les solutions, précise leur aspect revendicatif, préconise l'action ouvrière. Il affirme que celle-ci sera d'autant plus facilement victorieuse que se créera l'unité de lutte du front prolétarien. Il s'attache à montrer les exemples de cette unité réalisée dans les Comités de grève. Il fait appel aux militants des autres partis ouvriers pour qu'ils fassent adopter les objectifs et les méthodes que nous préconisons par leurs organisations et créent ainsi les conditions propres à assurer l'unité d'action de la classe ouvrière, l'objectif final

étant la formation du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Dans le cadre de cette lutte générale, des occasions précises de Front unique peuvent se faire jour. La guerre d'Indochine en est une, la position imprécise et louvoyante de la social-démocratie et du stalinisme nous offre une possibilité réelle d'offensive politique, nous pouvons et devons l'appuyer de propositions concrètes d'action commune pour faire reculer l'intervention; ou nos propositions seront acceptées et l'agitation qu'elles permettent de réaliser aura un écho, ou nous mettrons réellement en difficulté les dirigeants staliniens et sociaux-démocrates. Mais les possibilités mêmes de réussite dans un tel exemple ne peuvent exister que si nos propositions précises ne sont pas noyées dans toute une série d'autres invectives, confuses, sans portée parce que trop souvent répétées. De même, dans un pareil cas, les possibilités d'intervention du Parti sont inconciliables avec une mobilisation permanente et sans efficacité.

Pour résumer il faut donc dire : l'axe stratégique du Parti ne peut pas être, comme l'entend la majorité, la réalisation du Front Unique d'organisation à l'organisation. Celui-ci ne peut, par suite de la politique des partis ouvriers, se réaliser que dans des cas isolés, le Parti met l'accent sur l'aspect de l'unité du front prolétarien réalisé par les Comités de grève.

LE FRONT UNIQUE SAUCE MAJORITE

Cette véritable inflation de Front Unique n'est pas l'expression d'une erreur partielle, elle est un des aspects d'une politique générale qui voit la meilleure possibilité pour notre Parti de rompre son isolement dans une altération de son véritable caractère, dans une atténuation de ses divergences avec les partis traîtres. En ce qui concerne l'usage du Front Unique, non seulement la direction en abuse dans sa propagande, mais elle en use d'une façon tout à fait opportuniste.

La majorité de la direction fait une distinction - que nous avons rejetée dès l'abord -, toute nouvelle dans le mouvement ouvrier, entre Front Unique et Unité d'action. Elle nous dit (Note politique) qu'il faut distinguer entre:

1) L'unité d'action des travailleurs sans distinction de parti et organisation dans la lutte pour la défense de leurs conditions de vie et de leurs libertés. Sous ce slogan général il s'agit pour nous de créer le climat favorable à l'unité du front de classe de tous les travailleurs sans distinction de parti.

2) Front Unique des organisations ouvrières. Les régions, les rayons et cellules du Parti doivent saisir toutes les occasions pour proposer au P.S. et au P.C.F. des actions communes précises."

Cette distinction introduit la théorie "du climat", et nous avons pu voir comment la direction la traduit dans la vie politique du Par-

ti, c'est -à-dire par une absence de délimitation sérieuse, par une atténuation complète des angles. Cela a été particulièrement sensible lors de la dernière campagne électorale : le Parti était alors engagé dans une bataille très dure où l'usage de la calomnie était largement employé, où, pour détruire l'argument du "voter utile" il fallait montrer clairement que, par suite de la trahison des partis ouvriers, le Parti révolutionnaire était une nécessité et une nécessité était de le soutenir, La Vérité se montrait d'une mollesse invraisemblable dans la polémique envers les partis ouvriers, en particulier le P.C.F. Attitude du même ordre en ce qui concerne la formation du gouvernement Blum : l'accord était fait du P.C.F. à la droite sur le programme, plan Schuman pour les Finances et plan d'Argentié pour l'Indochine, seule la répartition des portefeuilles fit échouer la combinaison, tout cela étant bien connu, et La Vérité prend elle aussi la position du préjugé favorable. La lettre aux directions du P.C.F. et du P.S. est encore une expression de la même politique erronée. Il ne s'agit pas d'en reprendre ici la critique, mais d'attirer l'attention sur deux faits :

1) Le Parti révolutionnaire ne rejette pas a priori la possibilité d'accords électoraux, mais il s'agit pour lui d'assurer la meilleure représentation ouvrière possible, en particulier de permettre aux travailleurs qui ont confiance dans les partis traditionnels de faire le plus largement possible l'expérience de ces partis. A aucun moment la réalisation d'un tel accord n'est l'expression, comme veut le faire croire la majorité, d'un front unique quelconque, seuls des théoriciens du "climat" peuvent avoir une telle conception qui fait perdre à l'accord électoral et sa portée et surtout son sens.

2) Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur l'opportunité de cette lettre, il est absolument invraisemblable que sur trois éditos de la campagne, deux lui soient entièrement consacrés et le troisième pour une moitié. Au lieu de détruire l'accusation de "diviseur" par une juste démonstration de la nécessité du Parti et de son action, La Vérité a consacré ses efforts à démontrer que si nous étions des "diviseurs" ce n'était pas de notre faute.

En règle générale les appels à l'unité d'action sont vagues, imprécis, ils manquent de perspectives nettes sur un programme nettement défini. Le front unique d'atmosphère est la caricature du front unique et reprend les erreurs opportunistes les plus traditionnelles.

L'importance donnée au Front unique, la conception de son application, relèvent d'une attitude plus générale qui voit pour le Parti la possibilité de rompre son isolement non dans un travail acharné d'une pénétration patiente dans la classe, mais dans l'altération de sa politique. Le Parti dans sa grande majorité est mécontent de la nouvelle ligne, mais il faut encore qu'il prenne clairement conscience des erreurs qui sont à sa base et qu'ainsi soient créées les conditions du travail politique absolument nécessaire, si nous voulons que notre Parti conserve son caractère propre.

le 6 janvier 1947

SUR LE MOT D'ORDRE
GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

par MAURIN

GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ET GOUVERNEMENT P.S.-P.C.-C.G.T.

La thèse de la minorité (actuelle majorité) au 2^e Congrès du P.C.I. pose le mot d'ordre du Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. comme n'ayant rien de commun avec celui de Gouvernement Ouvrier et Paysan.

"Aucune confusion entre le Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. et le Gouvernement Ouvrier et Paysan" et, plus loin, le sens "tactique" du mot d'ordre est précisé "Nous demandons aux Partis ouvriers de rompre la coalition avec la bourgeoisie pour appliquer leur programme, sans quoi ils font la preuve qu'ils ont une fois de plus manqué à leurs promesses et fait le jeu de la bourgeoisie..." En cette simple phrase toutes les confusions sont introduites; ayant rejeté le G.O.P. (gouvernement Ouvrier et Paysan) comme n'étant que la dénomination populaire de la dictature du prolétariat, le Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. n'en est pas pour autant développé comme un mot d'ordre transitoire, mais comme un mot d'ordre démocratique (un mot d'ordre de gouvernement démocratique bourgeois); en effet le caractère transitoire du mot d'ordre réside dans le contenu du programme du gouvernement, et nos camarades nous proposent ici un programme de collaboration de classes, montrant en même temps qu'ils ne comprennent pas ce que signifie: rupture de la coalition; en dépit de l'exemple du Labour Party au pouvoir qui gouverne seul et applique son programme.

Afin de bien montrer qu'en réclamant des partis ouvriers l'application de leur programme, ils n'entendent pas leur ancien programme révolutionnaire, nos camarades enchaînent: "Il ne faut semer aucune illusion concernant l'efficacité d'un éventuel Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. ou le contenu du programme de la délégation des gauches. Mais il en faut pas avoir non plus l'obsession de se d'imiter..."

Que veut dire cette phrase? C'est le type même de la formule équivoque dont il est impossible de sortir rien de concret pour l'agitation ou la propagande. La seule façon de ne pas semer des illusions sur un gouvernement bourgeois de collaboration de classes et sur son programme, c'est d'abord de ne pas réclamer sa formation en le recommandant aux travailleurs, car dans ce cas quelle mine aura-t-on quand, ce gouvernement étant constitué, on devra le dénoncer et le "démasquer impitoyablement"? (4^e Congrès de L'I.C.)

"ce serait reprendre la tactique qui a consisté pour notre Parti à attaquer pendant des mois les milices patriotiques pour constater après que leur dissolut on démontrait leur caractère de classe", ainsi

se termine le chapitre, par une phrase où tout est faux: 1) la référence est fautive puisque nous avons participé dans la mesure de nos forces aux milices patriotiques, 2) la comparaison est fautive, car s'il est exact que les milices, en dépit de leur orientation chauvine, étaient des organisations militaires de classe dont l'existence constituait un acquis important pour le prolétariat, au contraire des gouvernements du type Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. tel qu'il était préconisé au 2^e Congrès par la minorité sont des gouvernements bourgeois de coalition qui ne servent que la bourgeoisie.

La résolution du 4^e Congrès de l'I.C. s'exprime ainsi à leur sujet "Les deux premiers types de gouvernements (libéral et social-démocrate) ne sont pas des gouvernements ouvriers et paysans révolutionnaires, mais des Gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires. Ces gouvernements ouvriers sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie, pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'état ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de tels gouvernements. Au contraire ils devront dansquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux gouvernements ouvriers." Cette dernière phrase condamne radicalement le terme de "mais il ne faut pas avoir .. non plus l'obsession de se délimiter".

De cet examen ressort un premier point, à savoir que le mot d'ordre Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. conçu comme un mot d'ordre tactique n'ayant rien à voir avec le G.O.P. est un mot d'ordre démocratique bourgeois en contradiction avec les principes fondamentaux du communisme qui exigent la dénonciation impitoyable de tels gouvernements. Il y a donc là une première erreur opportuniste.

GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ET DICTATURE DU PROLETARIAT

Considérant le mot d'ordre P.S.-P.C.-C.G.T. comme n'ayant rien à voir avec le G.O.P., comment l'actuelle majorité considèrerait-elle ce mot d'ordre ? C'est Séverin qui précise en son nom. Il dit: "Le gouvernement ouvrier et paysan est à l'ordre du jour lorsque le Parti révolutionnaire entraînant avec lui une fraction importante du prolétariat se prépare à la dictature." Cette affirmation est en contradiction avec la conception communiste du Gouvernement Ouvrier et Paysan. Le 4^e Congrès de l'I.C. dit: "Le gouvernement ouvrier (éventuellement le Gouvernement Paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande générale. Mais comme mot d'ordre de politique actuelle le Gouvernement Ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport de forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du Gouvernement Ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique."

La dernière partie de ce texte montre bien combien l'époque présente nécessite l'emploi du mot d'ordre du G.O.P. comme mot d'ordre de politique actuelle. Mais voyons le Programme Transitoire : "L'agitation sur le mot d'ordre de G.O.P. garde dans toutes les conditions une énorme valeur éducative. Et ce n'est pas par hasard : ce mot d'ordre tout à fait général suit la ligne du développement politique de notre époque (banqueroute et désagrégation des vieux partis bourgeois faillite de la démocratie, montée du fascisme, aspiration criissante des travailleurs à une politique plus active, plus offensive)." Le G.O.P. est donc un mot d'ordre valable pendant toute la période à laquelle le Programme transitoire est destiné.

Mais, répondra Séverin, nous sommes d'accord, mais il s'agit ici de la dénomination populaire de la dictature du prolétariat, qui ne peut donc être qu'un mot d'ordre de propagande. La dernière citation dit bien "L'agitation sur le mot d'ordre...", mais revenons à nos deux textes qui ne manquent d'aucune précision.

Le 4^e Congrès de l'I.C. d'abord : "Les deux autres types de gouvernements auxquels peuvent participer les communistes ne sont pas encore la dictature du prolétariat, ils ne constituent pas encore une forme transitoire nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature.

Quant au Programme transitoire, c'est tout le chapitre qui abonde en précisions. Relevons-en quelques unes : "De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et portent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Dans cette voie nous leur assurons le soutien complet en même temps que nous déployons une agitation inlassable autour des revendications de transition qui devraient à notre avis constituer le programme du G.O.P." Un peu plus loin : "La revendication adressée systématiquement à la vieille direction "rompez avec la bourgeoisie ; prenez tout le pouvoir" est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître...etc". Ainsi que tout ce qui concerne la probabilité de la venue au pouvoir d'un tel gouvernement.

Séverin tente encore d'introduire une autre confusion dans la question, il ajoute : "De plus, et ce n'est pas le moindre aspect du problème, lorsqu'on fait campagne pour le G.O.P. on pose par cela même la candidature du parti révolutionnaire à ce gouvernement." Ce que Séverin pose là comme une règle n'est en réalité qu'une exception, très sévèrement circonscrite par le 4^e Congrès de l'I.C. en ces termes :

"Dans certaines circonstances les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non-communistes. MAIS ILS NE PEUVENT AGIR AINSI QUE SI DES GARANTIES SONT DONNÉES que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie au sens indiqué plus haut", suivent les conditions très étroites d'une participation possible.

Enfin, comme pour les actuels majoritaires le G.O.P. était alors la dictature du prolétariat, ils ne posaient évidemment pas la question du programme de ce G.O.P., sur lequel tous nos textes sont très explicites, confirmant une nouvelle fois la différence du G.O.P. avec la dictature du prolétariat.

Je terminerai donc ce second examen par ces citations qu'il faut également avoir présentes à l'esprit.

1) LE 4^e Congrès de l'I.C. : "Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement (Ouvrier et Paysan) doit consister à armer le prolétariat à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire."

2) LE PROGRAMME TRANSITOIRE : "En même temps nous développons une agitation inlassable autour des revendications de transition qui devraient à notre avis constituer le programme du G.O.P."

C'est à dire ce qui serait notre programme pour parler comme nos actuels majoritaires, si les communistes se "réclamaient des principes distinctifs sur lesquels ils voulaient modeler le mouvement ouvrier."

Ayant vu d'abord ce que les actuels majoritaires entendaient par Gt. P.S.-P.C.-C.G.T. - puis leur conception du G.O.P. - voyons maintenant comment leurs idées sur ces deux sujets ont évolué à travers le temps.

DU DEUXIEME AU TROISIEME CONGRES DU P.C.I.

Pour la thèse de la minorité du 2^e Congrès le G.O.P. était un mot d'ordre de grande politique réservé aux jours de fête, et le mot d'ordre Gt. P.S.-P.C.-C.G.T. était le mot d'ordre tactique de la semaine. Un mot d'ordre tactique, cela signifie une grosse combine qui fonctionne de la façon suivante : on dit au P.S. et au P.C. "prenez en mains les rênes du gouvernement et appliquez notre programme. S'ils ne le font pas on dénonce alors leur trahison. Seulement les ouvriers ne sont pas convaincus, parce que l'on se place sur le terrain parlementaire et que sur ce terrain il est clair que sans majorité, le P.S. et le P.C. ne peuvent prendre en mains le gouvernement. Ils avaient la majorité lors de la 1^{ère} Constituante, mais le P.C.F. se cachait derrière le P.S. et les ouvriers criaient aux argumens du P.C.F. : "nous ne pouvons rien faire à cause du P.S.", et dans le P.S. la méfiance réciproque est entretenue vis-à-vis des stalinien. Le P.C.I. joue suivant cette conception le rôle d'aboyeur et de mouche au coque, auquel il est répondu : "Si vous voulez sincèrement que le P.S. et le P.C. et la C.G.T. puissent appliquer leur programme, alors foutez-nous la paix."

"Notre programme comporte entre autres choses le relèvement du niveau de vie par l'élevation de la production. Produisez avec nous sans revendiquer et les succès que nous obtiendrons ainsi nous donneront la majorité." En effet nous ne pouvons à la fois dénoncer le programme et en réclamer l'application.

L'autre terme de l'alternative, c'est la réalisation du Gouvernement P.S.-P.C. bourgeois, appliquant son programme. Quelle serait alors l'attitude du P.C.I. : se retournerait-il contre le gouvernement qu'il aurait appelé de toute son agitation ? sans doute, à moins qu'il ne le soutienne et appelle Leblanc au poste de secrétaire général.

Cette grosse cabine tactique, parce qu'elle est purement parlementaire, est abandonnée dès que la majorité n'appartient plus aux deux partis traités. Francis écrit dans son célèbre article "Il n'est pire sourd..." : "Il nous faut demander au B.P. d'abandonner ce mot d'ordre sous sa forme d'agitation, parce qu'il ne peut plus avoir d'écho suffisant. DANS LE NOUVEAU RAPPORT DE FORCES." Car pour Francis le rapport de forces se mesure au Parlement, et nous apprenons en même temps que ce mot d'ordre doit être retiré "sous sa forme d'agitation". Il y a donc une autre forme, laquelle ? Francis va nous l'apprendre. :

"cela ne signifie nullement que nous ne devons pas reprendre patiemment notre propagande pour le G.O.P."

Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. et G.O.P. ont donc les deux formes d'un même mot d'ordre, ils ont donc quelque chose de commun ! Ou bien est-ce que cela veut dire que lorsque la "tactique" de l'agitation pour "le gouvernement bourgeois de ministres ouvriers" est impossible, on peut reprendre la grande machine des jours de fête, faute de meilleure astuce ?

Plus loin Francis ajoute encore "Il faudra également utiliser toutes les preuves données à la Constituante de la possibilité du Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. appuyé par exemple parlementairement sur les représentants des peuples coloniaux, en même temps que dans le pays sur la C.G.T. et les grandes organisations de travailleurs (?)".

Qu'est-ce que cela veut dire ? que l'on cherchera au Parlement un nouveau changement du rapport de forces, ou bien que l'on abusera la classe ouvrière sur le rapport de forces réel permettant le Gt.P.S.-P.C.-C.G.T.

Ou bien encore cela veut dire que Francis sent bien que le rapport de forces réel (pas celui du Parlement, celui entre les classes), permet le Gt.P.S.-P.C.-C.G.T., actualisation du G.O.P., mais dans son grand souci de partir des illusions parlementaires, il reste si bien à ce niveau qu'il y laisse patager la politique de sa tendance.

Le comble de la confusion semble être atteint au 3è Congrès. Dans les thèses adoptées par la majorité on ne trouve pas un mot sur le programme qui pourrait être celui du Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. Ce ne serait plus qu'une simple façon (simple !!?) de dire "rompez la coalition et formez un gouvernement d'opposition à la bourgeoisie en vous appuyant sur les masses dans le pays.

La résolution explique : "Notre mot d'ordre Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. tel qu'il était formulé par le 2è Congrès doit être abandonné. Un tel gouvernement ne peut plus être instauré qu'à l'aide d'une puissante pression de la classe ouvrière dans la rue et dans les usines. Ce serait alors le G.O.P. appuyé sur les masses armées et organisées dans les Comités. La nécessité de cette forme de la dictature du prolétariat doit être patiemment expliquée dans la propagande."

Très sagement on mêle G.O.P. et dictature du prolétariat, et, un des mots d'ordre centraux de la période étant mis au rancart, on passe à la proclamation de la dernière née des trouvailles : "passage dans l'opposition".

Dans ce mot d'ordre "retrait dans l'opposition" éclate la contradiction entre, d'une part, la perspective de l'actuelle majorité qui adapte ses mots d'ordre aux illusions semées par les staliniens sur le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie (qui adapte le programme à la mentalité arriérée des ouvriers au lieu de mettre cette mentalité en harmonie avec les faits objectifs), et, d'autre part, la réalité objective qui s'exprime en particulier par le besoin qu'a la bourgeoisie de faire appel aux partis ouvriers traités pour prendre une large place dans ses gouvernements.

APRES LE TROISIEME CONGRES

Quoique très timide, ce fut cette formule du passage dans l'opposition que défendit LA VERITE pendant les premiers mois du règne de la nouvelle majorité et dans le no. 149 elle éclatait en conclusion du leader : "A bas la participation gouvernementale des "socialistes et des "communistes", et cela sonnait étrangement au moment où Duclos affirmait le droit indéniable du P.C.F. au Gouvernement devant la bourgeoisie lui marchandant les portefeuilles.

Une tentative d'explication fut apportée par la résolution jointe à la note politique du 17/II et présentée au C.C. du 24/II. Elle disait : "Ce serait une erreur grave de vouloir se battre sur le mot d'ordre Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. au point où les illusions parlementaires n'ont en rien diminué et que les luttes ouvrières vont se mener contre le gouvernement bourgeois quel qu'il soit."

Comme explication de l'incapacité d'un mot d'ordre parlementaire à dissiper les illusions parlementaires, il y avait là quelque chose de juste, mais toute la question posée était justement de donner au mot d'ordre Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. son sens anti-bourgeois et anti-capitaliste qui en fait alors un levier contre les illusions parlementaires.

Précisant, entre la rédaction et le vote de la résolution dont la phrase citée est extraite, Soudran avait violemment pris conscience de l'insupportabilité de la position de la direction et de sa contradic-

tion avec la réalité; suivi de près et jusqu'à un point indéterminé par Geoffroy, il avait rédigé le leader de La Vérité no 150 (22/II) en reprenant de point en point la position qu'ils avaient combattue de très longs mois et contre laquelle ils s'étaient fait élire au 3^e Congrès. Tout y était : l'assimilation du G.O.P. et du Gt.P.S.-F.C.-C.G.T., la véritable majorité dans la rue, le programme "transitoire", le "nôtre", comme disait Séverin.

Le C.C. du 24/II vit les plus invraisemblables acrobaties de la direction dont le souci était bien moins de déterminer une position cohérente que de ne pas se retrouver divisée en autant de fragments que de membres à la fin de la séance. Ils s'en tirèrent en ne laissant que le seul Soudran sur le terrain et, dès le no. 151 de La Vérité battaient en retraite en titrant sur le Gouvernement Socialiste-Communiste (sans avoir bien entendu jamais expliqué en quoi cela différait du Gouvernement P.S.-P.C.) Dans tout le journal on chercherait vainement un mot sur le programme éventuel d'un tel gouvernement. Bien entendu on ne trouve aucun appel aux masses dont on indique qu'elles sont "pour" un tel gouvernement. En fait la majorité est revenue à son "truc à dénoncer", à sa "combine tactique", qui perd même le semblant de valeur qu'elle avait lors de la 1^è Constituante où les deux partis ouvriers traitres avaient la majorité parlementaire.

Dans le no. 152 on s'aperçoit avec stupéfaction que le programme réapparaît, mais ce programme c'est celui des revendications de transition, c'est le programme du G.O.P. c'est le "nôtre". D'ailleurs à côté de ce redressement sur le programme, la formulation reste équivoque et le moyen de parvenir à un tel gouvernement n'est pas évoqué.

Dans la note politique de la semaine, pas d'autocritique, mais cette étourdissante déclaration sans commentaires "Si cette conjoncture politique (le rejet du P.C.F. hors du gouvernement) se réalisait, les ouvriers staliniens ne manqueraient pas d'être extrêmement sensibles à l'attitude de la bourgeoisie. L'idée du Gouvernement Socialiste-Communiste appuyé par la C.G.T. deviendrait d'une brûlante actualité. Et le parti devrait alors faire passer dans son agitation le mot d'ordre Gt.Socialiste-Communiste appuyé sur la C.G.T., mettre en avant la nécessité d'actions de masses pour l'imposer et le soutenir."

Comment associer cette note avec la résolution votée le 24/II ? Les illusions parlementaires ont-elles baissé dans les trois semaines, que l'on peut se battre pour le Gt.P.S.-P.C.-C.G.T. ? ou bien la résolution du 24/II portait-elle complètement à faux ? Le secret de ces zig-zags, c'est que la direction est sans politique, la position prise lors du C.C. exprime le repli sur l'extrême-droite effarouchée, les coups de barre sur les positions de la minorité sont des tentatives timides de se mettre au ton des réalités vivantes, la manière équivoque dont ces coups de barre sont portés ne laisse pas nos lecteurs comprendre si nous montrons aux masses la voie de l'action extra-parlementaire en fixant un programme minimum, condition de notre soutien, ou si l'on tente d'associer les ouvriers à une lutte pour une forme particulière de gouvernement bourgeois, appliquant un programme bourgeois et réactionnaire que nous devons combattre avec eux.

Pour démontrer une nouvelle fois que les modifications de sa tactique ne sont pas déterminées par des modifications de rapport de forces, mais uniquement par le jeu de la diplomatie parlementaire, la direction ajoute à son ridicule en revenant dans La Vérité no. 153 au "passage dans l'opposition, sous le prétexte que le programme gouvernemental défini par le socialiste Auriol est un programme bourgeois contre lequel les ouvriers auront à lutter. Il n'est plus question du conseil donné par la note politique de la semaine précédente, concernant la lutte pour imposer un gouvernement P.S.-P.C. - si le P.C.F. est rejeté hors du gouvernement. Ce leader est écrit à la veille de la découverte de la formule du gouvernement Blum. Qu'à cela ne tienne, nous changerons une nouvelle fois de politique, le no. 154 de La Vérité exige du Gouvernement Socialiste que son programme soit vraiment "socialiste". Qu'est-ce que cela veut dire ? La direction revient elle encore une fois à la position minoritaire en découvrant dans l'accession au gouvernement des socialistes, que tout le problème de notre soutien à un gouvernement composé de leaders ouvriers est en fin de compte une question de programme ? Encore une fois lorsque les faits se sont trouvés directement sous leurs lunettes, les majoritaires ont commencé à les saisir, et La Vérité no. 154 explique que le G.O.P. ne serait pas la dictature du prolétariat, mais un gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. qui pourrait être réalisé dans quelques semaines mais il ne faut pas demander trop de netteté à notre direction à la dérive. Elle est sauvée du problème tragique du programme par le Congrès de Montrouge. Elle réalise la synthèse centriste entre "leur" programme bourgeois et "notre" programme transitoire et offre au gouvernement Blum comme programme vraiment "socialiste" un ragoût pivertiste qui comprend la moitié de l'évacuation de l'Indochine, une bonne réduction des crédits de guerre et l'introduction de fonctionnaires vertueux dans les commissions paritaires.

Après ces numéros d'acrobatie politique La Vérité est devenue muette. Notre direction n'a plus de position sur la question du pouvoir politique mais dans le dernier bulletin intérieur, Geoffroy, secrétaire politique du Parti, au lieu d'expliquer ses tournants, se moque abondamment et tente de ridiculiser de son mieux le programme transitoire démarqué par Dumas dans un texte polémique.

La suite au prochain numéro de La Vérité.

Janvier 47

MAURIN

5) Il est clair que les ouvriers n'ont pas à faire les frais de la politique de "gérant loyal" des intérêts du capitalisme que pratiquent les Partis ouvriers et la C.G.T. Dans ce sens la lutte pour les salaires est le pont indispensable pour préparer la classe ouvrière au contrôle ouvrier et à l'expropriation du capitalisme.

6) Mais le patronat dans son ensemble est conscient qu'il ne pourrait résister, dans le rapport de forces présent entre lui et la classe ouvrière, à une offensive décisive et générale du prolétariat. C'est par la courroie de transmission des partis ouvriers traîtres qu'il résiste à la classe ouvrière. La combativité est grande dans la classe ouvrière, mais le prolétariat dans son ensemble suit les grandes organisations ouvrières traîtres et leur accorde une confiance qui n'a d'ailleurs plus le même caractère aveugle que dans ces derniers mois. Face à la combativité ouvrière se dresse le front coalisé du patronat, du gouvernement de collaboration de classes, des dirigeants du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T.

7) Pour briser ce front uni, dans des actions limitées de débordement, une nouvelle direction cherche sa voie. Avec des formes diverses on dénote à travers tous les mouvements le même phénomène de débordement, à son stade primaire pourrait-on écrire. Les ouvriers d'un atelier par exemple veulent débrayer, la direction syndicale est contre, mais ne s'oppose pas au mouvement; elle prend la tête du mouvement pour l'enliser.

8) La grève de quatre heures des fonctionnaires, le vendredi 14 février, a été précédée dans diverses fédérations d'explosions de mécontentement partielles (paierie générale, cheminots). La bureaucratie de l'U.G.F.F. décide alors la grève de quatre heures pour ouvrir la soupape de sûreté (voir article de Neumeyer dans "le Peuple") et tenir en mains les fonctionnaires. Il est certain qu'elle a réussi complètement sa manoeuvre pour le moment.

9) Dans la métallurgie la bureaucratie stalinienne lutte de toutes ses forces contre la généralisation du mouvement. Dans la mesure où il lui serait dangereux de s'y opposer ouvertement, elle entreprend de le fractionner à l'extrême. C'est ainsi qu'elle a conduit à la défaite des grèves de la Radio-technique et de chez Rateau. C'est ainsi qu'elle interdit formellement aux ouvriers en grève de s'adresser aux autres usines.

10) Dans le Livre, la bureaucratie anarcho-réformiste a entrepris le même travail, isolant la presse du labour, opposant catégorie contre catégorie, brisant les tentatives de généralisation du mouvement au labour.

II) Quelles sont les perspectives du mouvement? Le rapport de forces objectivement favorable au prolétariat va-t-il se dénouer dans un grand combat généralisé de la classe ouvrière? Cela dépend avant tout de la capacité du prolétariat et essentiellement de son avant-garde organisée ou non dans le P.C.I. à briser le carcan de la politique

stalino-réformiste. Dans les larges couches de la classe ouvrière, il y a d'incontestables éléments de radicalisation, mais il y a également des signes de demoralisation; la politique traîtresse d'un Tournemaine secrétaire général de la Fédération des cheminots, qui collabore avec la direction de la S.N.C.F. à la rédaction d'un ordre du jour de menaces contre les Cheminots, qui propose à Jules Moch une aumône de 500 francs d'augmentation, risque de mettre à bas une puissante fédération. Quels sont les éléments qui prendront le dessus, cela dépend des combats et dans une mesure non négligeable de la capacité du P.C.I. à dégager dans l'action la nouvelle direction des luttes, en jouant le rôle d'un parti qui, non seulement fixe pour la classe ouvrière les objectifs de lutte, mais entreprend de les réaliser dans la mesure de ses moyens.

12) Une fois définies brièvement la situation et les perspectives, il est indispensable de dégager la tactique de la construction du Parti. Notre Parti doit définir une politique accessible à l'ensemble de la classe ouvrière, fixant objectifs et méthodes qui peuvent mener les travailleurs au combat de classe. Mais il faut comprendre que politique, objectifs, et moyens, sont réalisables par la couche de travailleurs qui voit en nous la direction révolutionnaire.

Cette orientation doit être en rupture complète avec le soi-disant travail de masses préconisé par la majorité et qui n'est rien d'autre que le travail superficiel sans perspectives. La majorité se "gaussait" de la politique des "bastions". Aujourd'hui il est démontré que pour développer une véritable politique de masses il est indispensable de "pivoter" cette politique autour de points d'appui, autour de bastions où par l'activité militante du Parti nous possédons une influence nous permettant de définir précisément les voies de réalisation de notre politique.

13) Le Parti doit condamner catégoriquement l'orientation catastrophique de la majorité, qui aboutit à désarmer entièrement nos militants devant les mouvements de classe. Ceux qui pendant des années prônaient la politique "concrète" contre nous, majorité, qui étions soi-disant partisans d'une politique abstraite, sont complètement désorientés et, ce qui est plus grave, ont complètement désorienté le Parti. En définitive les vrais sectaires sont ceux qui, pour maintenir une ligne politique en contradiction avec la réalité, se refusent à reconnaître leurs erreurs, se refusent à tourner.

14) Dans la situation définie plus haut, l'organe central La Vérité ne s'est pas paru sans donner concrètement ni analyse, ni directives, aux couches de la classe ouvrière qui nous suivent. Pourquoi ? Très simplement parce que poursuivant l'ombre de la soi-disant politique de masses la majorité est incapable de répondre concrètement aux préoccupations des masses, en comprenant que seule une avant-garde est susceptible de réaliser les objectifs assignés par le P.C.I. à l'ensemble du mouvement.

Le camarade Magnin résume bien, sur un point particulier, La Vérité, l'orientation générale de la majorité. Pour Magnin la Vérité est un journal d'information. C'est la raison pour laquelle il titre au moment du lock-out de la presse du 9 janvier : "Journée décisive" et se refuse à appeler les travailleurs de Livre à la grève générale. C'est aussi la raison pour laquelle Magnin titre La Vérité no. 162 sur la notion générale de "Hausse des salaires", au lieu de saisir le mot d'ordre qui correspond aux plus profonds sentiments des masses. J'ai proposé le titre :

GREVE GENERALE DE 4 HEURES ?
SEULE LA GREVE GENERALE JUSQU'A LA VICTOIRE PEUT DONNER SATISFACTION
AUX REVENDICATIONS DES FONCTIONNAIRES

Ce titre ne lançait pas la grève générale comme un ultimatum du PCI, ce que dans le rapport présent des forces intérieures à la classe ouvrière nous ne pouvons faire. Mais il ouvrait à l'ensemble des fonctionnaires une perspective que ceux-ci sentaient confusément.

15) Conformément aux points de vue de la minorité j'ai également le mercredi à 16 heures, proposé de définir des objectifs au mouvement des fonctionnaires du vendredi, qui auraient peut-être pu trouver réalisation parmi les éléments pour lesquels nous sommes reconnus comme direction. Je reproduis intégralement l'article pour les fonctionnaires proposé :

"L'U.G.F.F. a lancé l'ordre d'arrêt de travail pour le vendredi 16 heures. Cet arrêt de travail doit être considéré comme une première mobilisation des forces pour engager la véritable bataille pour le minimum vital. Mais les dirigeants de l'U.G.F.F. ne veulent pas aller à la bataille pour les salaires. C'est aux syndicats de base, aux travailleurs de la Fédération Postale, de l'Enseignement, des Finances, etc... de se préparer à une action énergique et générale pour imposer satisfaction aux légitimes revendications des fonctionnaires.

"Les cheminots doivent condamner l'attitude de leurs dirigeants qui les laissent en dehors du mouvement des fonctionnaires sous prétexte qu'ils ne sont pas fonctionnaires. Les cheminots, comme les fonctionnaires, ont le même patron : l'Etat bourgeois. Dans ce sens leurs revendications sont intimement liées.

"Que faire vendredi ?

"1) Les fonctionnaires doivent cesser le travail 1/2 heure avant 16 heures, se réunir en Assemblée Générale et discuter du cahier de revendications. Ils doivent s'inspirer de la résolution présentée par le camarade Valère au Bureau du S.N. des Instituteurs, et que publie le journal Front Ouvrier.

"2) Ils doivent mandater un camarade pour intervenir aux meetings organisés par l'U.G.F.F. dans le sens de la résolution votée.

"3) Cette résolution doit être envoyée à tous les syndicats de base du Cartel central des services publics.

"4) Dans les réunions et meetings des liaisons doivent être prises entre militants des diverses fédérations, afin de préparer l'action jusqu'à la victoire.

"5) La grève de 4 heures doit être considérée comme une première mobilisation en vue de la grève générale.

"6) Seule la grève générale totale et illimitée pourra faire reculer le gouvernement au service du capital.

"7) Dans les corporations où les fonctionnaires doivent reprendre le travail à 20 heures, pour manifester leur volonté de lutte ils ne reprendront le travail que plus tard, se réuniront en Assemblée Générale, et enverront une motion aux dirigeants de leur fédération et de l'U.G.F.F. pour la grève générale.

"8) A 16 heures les cheminots et tous les syndicats du Cartel doivent se joindre au mouvement."

16) Un article ainsi rédigé était immédiatement accessible à tous les fonctionnaires et réalisable, peut-être dans des cas limités, mais d'une réalisation même partielle aurait pu permettre au Parti une agitation réelle et solide. D'ailleurs nos camarades postiers de Montpellier l'ont bien compris, qui ont envoyé à la direction un télégramme lui demandant des directives du Parti pour vendredi. La Commission Syndicale leur a répondu dans le sens indiqué plus haut.

De plus était également posé la réalisation de la grève générale par en bas, avec les objectifs et moyens liant les revendications et la lutte actuelle des fonctionnaires aux mots d'ordre du véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile (voir résolution Valière). Au lieu de cela La Vérité publie un tract du Syndicat des cheminots Paris-Ouest-Rive gauche, ne fixant aucun objectif, et qui étant donné l'origine aurait dû être critiqué impitoyablement.

17) Nous proposons également de contrer La Vérité et particulièrement la 1^è page sur les luttes revendicatives, en indiquant aux métallurgistes, aux travailleurs du Livre, les objectifs méthodes et moyens pour engager le combat dans de meilleures conditions. L'excellent tract de la R.P. pour les métallos n'a pas été publié, et pour les imprimeurs La Vérité s'est contentée de reproduire l'ordre du jour annonçant la grève de la presse.

Au lieu de cela La Vérité, journal d'information (Petit Parisien pour concierges B.L.) parle de tout, et de rien en définitive, sous un radicalisme verbal ("Ménagères, à l'action !"), bla-blatise à fond.

18) Cette "Vérité" est le couronnement de la politique de la majorité, qui fait passer le Parti à côté de la lutte réelle, concrète, des masses. Elle n'est pas le produit d'un hasard malheureux, mais la conséquence d'une politique sans perspective, démentie par les faits, et qui désarme le Parti.

RESOLUTION SUR LES LUTTES REVENDICATIVES
présentée par le camarade LAMBERT au C.C. des 18/19 janv.

Le C.C. considère comme totalement insuffisante la résolution présentée par le camarade Geoffroy, sur les problèmes revendicatifs :

1) En effet, indiquer à l'organisation que le problème des luttes exige l'agitation et la propagande autour des mots d'ordre du MINIMUM VITAL, de l'ECHELLE MOBILE, et du CONTROLE OUVRIER, signifie répéter stérilement ce qu'on répète depuis deux ans, sans apporter une appréciation sérieuse des mouvements qui se sont développés dans ces derniers mois et comment, dans ces mouvements, ces mots d'ordre doivent actuellement s'intégrer.

Ainsi, pour les fonctionnaires et les employés, et aussi pour des couches ouvrières importantes (entreprises nationalisées), deux revendications extrêmement importantes peuvent servir de point de départ à des luttes d'envergure :

- a) le maintien des 40 heures. Mot d'ordre : refus de faire 48 h
- b) les licenciements ; axe de notre politique : "pas de licenciement, reclassement à grade équivalent dans des conditions de travail et de salaires identiques aux postes occupés". Diminution de l'horaire de travail aux mêmes traitements.

2) Avant d'aborder ces expériences, il est nécessaire de condamner le § b) du point 10 de la résolution primitivement rédigée ainsi :

- "b) ensuite l'échelle mobile des salaires que nous devons manier avec prudence et d'une façon plutôt propagandiste "au cours d'une période de baisse des prix."

Pour le moment nous ne sommes pas dans une période de baisse, et en ce sens la revendication de l'échelle mobile reste actuelle et la lutte pour sa réalisation constitue un levier essentiel pour le combat des masses. Si un effondrement ou une baisse a lieu, il sera temps de modifier, en tenant compte du principe élémentaire de toutes les luttes ouvrières : on ne remet jamais en question les avantages acquis.

3) Les caractéristiques essentielles de la plupart des mouvements sont :

- a) qu'ils se sont déclenchés contre les directives stalinienues.
- b) qu'une direction spontanée s'est dégagée en dehors des disciplines des organisations traditionnelles.
- c) dans les cas où les directions réformistes ou stalinienues (cas plus limités) se sont mis à la tête des mouvements - grève des Finances, Michelin, mouvement des rotos - elles ont limité le mouvement, qui s'est terminé par des transactions défavorables.

4) L'expérience du mouvement des rotos est particulièrement importante. La Vérité s'est contentée d'être un journal d'information manifestant sa sympathie pour le mouvement, sans être véritablement l'organe qui donne des directives à la lutte. En effet le numéro spécial titre sur "Journée décisive" alors qu'il fallait titrer sur la "Grève générale de tout le Livre". L'atmosphère et le déroulement de la grève des rotos fait penser que la faible majorité que Largentier a extorquée eût pu être renversée. La grève de la Fédération du Livre,

mot d'ordre qui répondait aux besoins et à l'état d'esprit des travailleurs du Livre, devait être un titre essentiel et l'axe des articles.

Le No suivant de La Vérité ne développe pas ce qui était la tâche essentielle pour les typos : renouveler leur direction dans la lutte, briser la direction anarcho-réformiste.

5) Dans la lutte des rotos, il nous a été possible de définir les rapports réciproques entre la grève et le contrôle ouvrier.

a) il faut condamner le mot d'ordre réformiste du comité de gestion, qui peut donner illusion qu'une gestion ouvrière est possible dans le cadre du système capitaliste.

b) la revendication réalisable et qui constitue un levier puissant pour le développement de la lutte révolutionnaire, c'est le contrôle ouvrier.

c) il faut subordonner cette revendication à la grève générale. L'expérience de la grève des employés de Bordeaux comme celle du mouvement des rotos indique bien que la réalisation du contrôle ouvrier est fonction et déterminée par des mouvements grévistes d'envergure.

6) Sans abandonner la lutte pour des revendications élémentaires qui peuvent servir de point de départ aux combats revendicatifs, il faut comprendre que les mots d'ordre du MINIMUM, de L'ECHELLE MOBILE, et du CONTROLE OUVRIER, qui sont les seules revendications qui peuvent permettre la généralisation des mouvements grévistes, doivent également servir de levier de combat à l'échelle de l'entreprise. Nous devons combattre pour que le MINIMUM VITAL, L'ECHELLE MOBILE et le CONTROLE OUVRIER soient imposés dans chaque entreprise au patron.

Ainsi pour les ouvriers de chez UNIC, RENONDIN, etc... nous pouvons déclarer que ces revendications inscrites dans le cahier de revendications que nous avons proposé aux ouvriers constituent les objectifs des prochains combats.

7) Le rôle du P.C.I. et de la minorité révolutionnaire est très important pour le développement et la généralisation des luttes. Ainsi après le mouvement de grève de chez UNIC, un tract édité par le F.O. a servi de point de départ au combat dans 5 usines : RENONDIN, GUILLAUMET, La Carrosserie automobile de Levallois, chez VAUCANSON. Dans les usines, satisfaction a été accordée à la revendication des 5 frs. (Guillaumet, 2 frs.) Dans tous ces mouvements, sauf VAUCANSON où nous n'avons pas de détails, le même phénomène de débordement s'est exprimé.

Chez UNIC, c'est une délégation massive à laquelle se sont joints les délégués staliniens, opposés à la grève, qui a fait capituler le patron.

Chez RENONDIN, ce sont les délégués appartenant au F.O., et en opposition à la minorité stalinienne de la C.E., qui ont obtenu satisfaction.

A la Carrosserie Automobile, les délégués staliniens capitulèrent devant la Direction. Les ouvriers en grève élisent une nouvelle délégation.

Ainsi il apparaît que la tâche essentielle du P.C.I. est de dégager dans la lutte gréviste une nouvelle direction brisant avec la dis-

cipline des organisations traditionnelles. Là où cette direction ne se dégage pas, comme pendant le mouvement des imprimeurs, le mouvement se termine par un compromis défavorable aux ouvriers. Aujourd'hui une crise se développe à l'intérieur de la Fédération du Livre où une minorité révolutionnaire se dégage de l'anarcho-réformisme des dirigeants de cette Fédération.

8) Toute la propagande et toute l'agitation du P.C.I. doivent s'axer sur le débordement. Les formes de ce débordement doivent être analysées concrètement.

a) le débordement peut se développer au début du mouvement : les directions traditionnelles s'opposent à la grève.

b) les dirigeants traditionnels, pour ne pas se couper du mouvement, peuvent en prendre la direction pour en empêcher le développement. C'est la tactique traditionnelle des directions réformistes (Grève des Finances, Employés); elle a été en partie employée par les stalinienens au cours du conflit Michelin.

c) le débordement peut se développer à partir du programme de combat. Aussi l'erreur que nous avons commise, au cours de la grève des P.T.T., c'est de ne pas poser le programme revendicatif, qui seul aurait pu renouveler la direction du C.N.G. afin de l'adapter aux besoins de la lutte des postiers. Ainsi, pour les revendications des fonctionnaires, nous devons engager des liaisons directes entre syndicats de base: le Syndicat des P.T.T., le Syndicat de l'Enseignement, le Syndicat des Finances de l'Hérault, et quand ces liaisons sont prises, engager la grève dans le département contre la volonté même des dirigeants de l'U.G.F.F.

9) Toute la stratégie des grèves du P.C.I. ne peut évidemment se dégager que par une analyse et une juste compréhension du rapport de forces entre les classes, favorable à l'heure actuelle au prolétariat. C'est là la base sur laquelle peut se définir une juste tactique.

a) pour le déclenchement des luttes, nous sommes pour les grèves partielles: "La grève paie". Dans un autre rapport de forces, il serait criminel de développer cette tactique. Ainsi, en 1925, la C.G.T.U. lançant les employés de banque dans la grève les conduisit après 5 semaines de grève à la défaite totale.

b) pour le débordement, nous disons aux ouvriers "engagez des grèves et renouvelez les directions dans la lutte." Si les stalinienens avaient raison de dire que le moment n'est pas favorable au déclenchement des grèves, si le rapport de forces est favorable au patronat, l'agitation pour les Comités de grève resterait sans écho.